



**DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE**

MARS 2019

L'enquête de conjoncture sur le secteur bancaire au quatrième trimestre 2018 s'est déroulée à l'échelle mondiale, selon le dernier rapport du Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BCEAO, par une progression à un rythme modéré, dans un contexte d'aggravation des incertitudes liées principalement aux tensions commerciales et géopolitiques.

Selon les dernières données publiées en janvier 2019 par le Fonds Monétaire International (FMI), la croissance de l'économie mondiale est estimée à 3,7% en 2018 et se situerait à 3,5% en 2019.

Sur les marchés internationaux des principales matières premières, les cours des produits exportés par les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) se sont repliés, à l'exception de ceux du café et de l'or. Les baisses les plus importantes ont concerné le coton (-6,4%) et le cacao (-3,1%).

Au sein de l'UEMOA, selon le CPM, la croissance de l'activité économique est demeurée robuste au quatrième trimestre 2018 en se situant à 6,8%, en glissement annuel, après 6,6% au deuxième trimestre. La demande intérieure reste le principal moteur de la croissance dans l'Union. Pour l'ensemble de l'année 2019, la croissance économique est estimée à 6,8% après un niveau de 6,6% en 2018.

Au plan national, selon la Direction Générale de l'Economie, l'économie ivoirienne a évolué favorablement en 2018, portée à la fois par la vigueur des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Elle a tiré avantage du renforcement de l'attractivité du pays et de la poursuite de la réalisation des investissements en faveur de la fluidité routière, maritime et aéroportuaire.

Dans le secteur primaire, en dépit du repli des cours de certains produits, la dynamique de croissance de l'agriculture se situe au-delà des prévisions grâce aux bonnes performances enregistrées dans les filières café-cacao et anacarde.

Le pouvoir d'achat des populations a été affecté par une inflation modérée estimée à 0,4%, grâce au bon niveau de la production et au renforcement des circuits d'approvisionnement des marchés. Par ailleurs, le financement de l'économie ivoirienne reste soutenu, dénotant du maintien de la confiance du secteur bancaire.

Au regard de ces performances, la croissance économique prévue à 7,7% en 2018 devrait être atteinte.

La présente note a été élaborée à l'issue de l'enquête menée auprès de 26 banques sur les 27 en activité.

Elle présente l'état des lieux du système bancaire au 31 décembre 2018 sur la base des données provisoires produites.

Seule la Banque De l'Union Côte d'Ivoire (BDU-CI) n'a pas répondu au questionnaire qui lui a été adressé.

I- Présentation du secteur bancaire

La dynamique se poursuit...

Avec un taux de bancarisation au sens strict estimé¹ à environ 19,82% et plus de 2 897 629 clients à fin décembre 2018, le système bancaire couvre l'ensemble du territoire ivoirien grâce à un réseau de 708 agences contre 691 en décembre 2017.

Sur ce réseau d'agences, il est à dénombrer :

- 697 fonctionnelles (401 à Abidjan et 296 en province) contre 11 non fonctionnelles (exclusivement à Abidjan) ;
- 947 Distributeurs Automatiques de Billets (DAB) ou Guichets Automatiques de Banque (GAB) dont 897 fonctionnels (629 à Abidjan et 268 en province) contre 50 non fonctionnels (12 à Abidjan et 38 en province).

Le secteur emploie également environ 10 261 salariés contre 10 014 un an plus tôt, composé de 42% de cadres supérieurs, 45% de non cadres et 13% de stagiaires.

Sur la période, il est à remarquer une forte utilisation des instruments de paiement notamment le chèque avec 877 230 chèques tirés contre 863 527 effectivement encaissés par les clients pour un montant **11,21 milliards FCFA**, soit une hausse de 13% par rapport à décembre 2017.

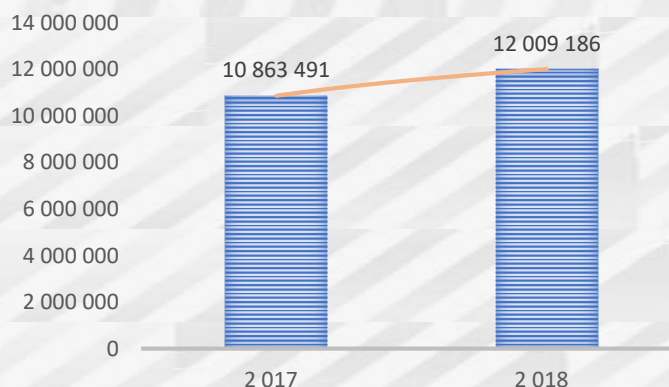
Le nombre de cartes bancaires distribuées dans le système, quant à lui, connaît un recul de 7% par rapport à l'année dernière et ressort à 1 924 056 cartes.

II- Situation de l'activité au 31 décembre 2018

Un secteur en croissance ...

Le secteur bancaire enregistre une **activité en hausse de 11%** par rapport à décembre 2017 avec un **total bilan de 12 009,19 milliards FCFA** contre **10 863,49 milliards FCFA** en décembre 2017.

EVOLUTION DU TOTAL BILAN
(EN MILLIONS DE FCFA)



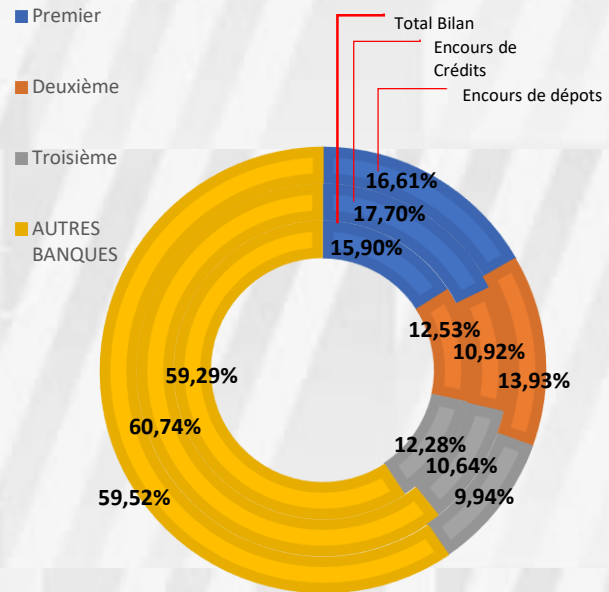
¹ Ce taux est calculé sur la base de l'estimation par l'INS de la population âgée de plus de 15 ans en 2018 à 14 622 970 personnes.

Cette hausse est portée par une évolution des encours de :

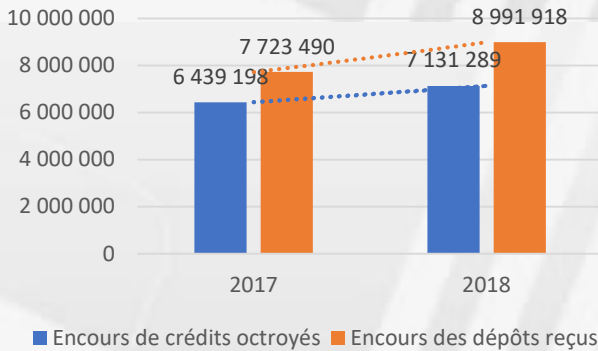
- dépôts de **16,42%** qui s'établissent à environ **8 991,91 milliards FCFA** contre **7 723,49 milliards FCFA** en décembre 2017 ;
- crédits de **10,75%** qui s'établissent à environ **7 131,29 milliards FCFA** contre **6 439,20 milliards FCFA** en décembre 2017.

Avec un total bilan de **4 888,45 milliards FCFA**, les trois (3) premières banques du secteur détiennent à elles seules 41% de part de marché et concentrent plus de la moitié des activités du secteur bancaire.

REPRESENTATIVITE DES TROIS PLUS GRANDES BANQUES DU SECTEUR



Evolution des dépôts et des crédits entre 2017 et 2018 (en Millions FCFA)



II.1- Les dépôts

Selon la maturité, les dépôts sont constitués principalement de :

- dépôts à court terme pour **6 304,95 milliards FCFA**, soit 70% de l'encours des dépôts ;
- dépôts à moyen terme pour **1 867,17 milliards FCFA**, soit 21% de l'encours des dépôts ;
- dépôts à long terme pour **819,80 milliards FCFA** soit 9% de l'encours des dépôts.

Selon les banquiers, cette amélioration de l'activité s'expliquerait par le dynamisme de l'économie ivoirienne, qui a permis une hausse de l'encours des emplois dans le même sens que les ressources à court et moyen terme. Aussi, les actions de promotion beaucoup plus intenses auprès des clients particuliers et PME se sont poursuivies à travers diverses foires aux crédits.

Selon le type de clients, les dépôts sont effectués à :

- 44% par les grandes entreprises dont **3 089,06 milliards FCFA** à court terme ;
- 40% par les particuliers dont **2 095,51 milliards FCFA** à court terme ;
- 10% par les petites entreprises dont **709,93 milliards FCFA** à court terme ;
- 6% par l'Etat dont **572,39 milliards FCFA** à court terme.

Par ailleurs, la qualité du portefeuille s'est dégradée de plus de 70% par rapport à 2017 et l'encours de créances en souffrance brut s'affiche à **426,48 milliards FCFA**, composé à 88% par les Créances Douteuses et Litigieuses (CDL), provisionnées à hauteur de 64%.

Les grandes entreprises sont principalement concernées car elles représentent 66% des CDL.

Cette situation est tributaire de la faillite de la société SAF CACAO qui a accentué la dégradation du portefeuille des banques.

II.2- Les crédits

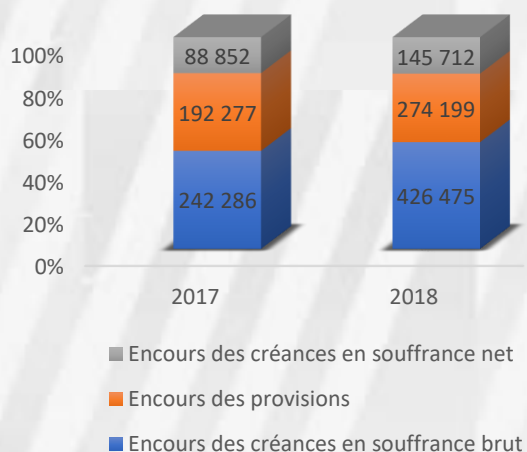
Selon la maturité, les crédits sont constitués de :

- crédits à court terme pour **3 776,94 milliards FCFA**, soit 53% de l'encours des crédits ;
- crédits à moyen terme pour **2 520,90 milliards FCFA**, soit 35% de l'encours des crédits ;
- crédits à long terme pour **833,45 milliards FCFA**, soit 12% de l'encours des crédits.

Selon le type de clients, on note que :

- 69% de l'encours de crédit ont été accordés aux grandes entreprises dont **2 942,21 milliards FCFA** à court terme ;
- 16% de l'encours de crédit a été accordé aux particuliers dont **730,88 milliards FCFA** à moyen terme ;
- 10% de l'encours de crédit a été accordé aux petites entreprises dont **454,54 milliards FCFA** à court terme ;
- 5% de l'encours de crédit a été accordé à l'Etat dont **245,54 milliards FCFA** à court terme.

Evolution du portefeuille des banques (en Millions FCFA)



De ce qui précède, les taux bruts et nets de dégradation du portefeuille des établissements de crédit ressortent respectivement à 5,98% et 2,04% à fin décembre 2018.

Toutefois, la quasi disponibilité en trésorerie de l'ensemble du système bancaire est estimé à **211,25 milliards FCFA**.

Selon les banquiers, cela peut s'expliquer par les importants retraits effectués à l'occasion des fêtes de fin d'année.

Néanmoins, cette situation devrait se renforcer eu égard à des remboursements d'emprunts attendus.

III- Analyse des performances du secteur

Le secteur bancaire enregistre des performances satisfaisantes ...

Le Produit Net Bancaire (PNB) des établissements de crédit s'est établi à **646,10 milliards FCFA**, en progression de **52,053 milliards FCFA** par rapport à l'année dernière.

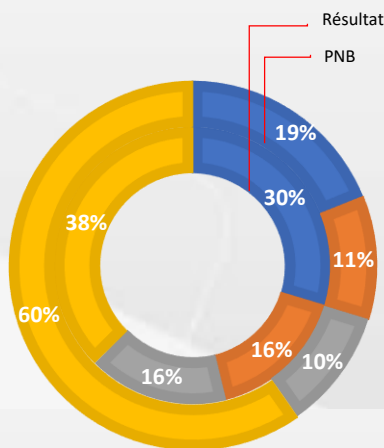
Le résultat brut d'exploitation, quant à lui, connaît une progression haussière de 16% par rapport à l'année dernière et ressort à **262,87 milliards FCFA**.

Par contre, le résultat net connaît un repli de 13% et ressort à **141,04 milliards FCFA** contre **162,78 milliards FCFA** à fin décembre 2017.

Au 31 décembre 2018, les trois (3) premières banques du secteur génèrent à elles seules plus de 60% du résultat réalisé et concentrent plus de 40% de la richesse créée.

REPRESENTATIVITE DE LA PART DE MARCHÉ DES TROIS PREMIÈRES BANQUES DU SECTEUR

■ Premier ■ Deuxième ■ Troisième ■ AUTRES BANQUES



IV- Respect du dispositif prudentiel

Une stabilité systémique avérée...

Suite à la mise en application du nouveau dispositif prudentiel issu des accords de Bâle 2 et Bâle 3 en janvier 2018, il ressort des déclarations reçues de 23 banques lors de l'enquête à fin décembre 2018 que les ratios prudentiels sont globalement respectés.

Ainsi, le ratio de solvabilité totale, le ratio de division des risques et le ratio de limitation des prêts aux dirigeants sont

respectés par 70% des banques pour le premier et 74% des banques pour le deuxième et le troisième.

Les autres ratios prudentiels sont respectés à plus de 80%.

TABLEAU RECAPITULATIF DE L'APPLICATION DU DISPOSITIF PRUDENTIEL

Code DISPRU	Liste des normes prudentielles	Niveau à respecter	Nombre de banques respectant l'indicateur	Pourcentage
A. Normes de solvabilité				
RA001	Ratio de fonds propres CET 1 (%)	5,63%	16	70%
RA002	Ratio de fonds propres de base T1 (%)	6,63%	15	65%
RA003	Ratio de solvabilité totale (%)	8,63%	16	70%
B. Norme de division des risques				
RA004	Norme de division des risques	65%	17	74%
C. Ratio de levier				
RA005	Ratio de levier	3%	19	83%
D. Autres normes prudentielles				
RA006	Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% capital de l'entreprise)	25%	22	96%
RA007	Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres T1 de l'établissement)	15%	23	100%
RA008	Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement)	60%	21	91%
RA009	Limite sur les immobilisations hors exploitation	15%	21	91%
RA010	Limite sur le total des immobilisations et des participations	100%	20	87%
RA011	Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel	20%	17	74%

V- Les prévisions pour Mars 2019

Les dirigeants anticipent une évolution positive de leurs activités...

Le **crédit** devrait augmenter également du fait de la poursuite des « foires au crédit » selon 81% des banques.

« Les crédits créant les **dépôts** »², ces derniers pourraient évoluer à la hausse selon 86% des banques. Cependant, cette tendance haussière devrait être atténuée par les importants retraits effectués pour les fêtes de fin d'année.

Pour la majorité (82%) des dirigeants de banque, le **Produit Net Bancaire (PNB)** devrait croître au premier trimestre 2019 du fait de l'accroissement du bilan.

Au niveau de la qualité du portefeuille, 96% des banquiers espèrent une baisse des **créances en souffrance** à fin mars 2019.

En la matière, les réalisations ont presque toujours contredit les prévisions.

Les **fonds propres** seront en hausse selon 72% des banques en liaison avec l'amélioration des résultats, tandis que 56% des banques devraient enregistrer une dégradation de leurs niveaux de trésorerie à cette date.

²Adage célèbre en finance bancaire.